

teur de matières premières, il éprouve les mêmes frustrations que les pays en développement devant les politiques tarifaires de ses clients industrialisés qui contrecarrent l'augmentation du prix des matières premières. Autre exemple, de nombreuses sociétés étrangères et transnationales sont implantées chez nous et nous allons chercher une grande partie des capitaux utiles à notre développement sur les marchés financiers étrangers.

Dans cette situation, il est évident que l'élaboration de notre politique exige la conciliation de nombreux intérêts nationaux et que la politique actuelle est loin de faire l'unanimité. Je me contenterai donc de dire que le Canada participe activement aux négociations qui ont lieu sur les questions commerciales au sein du GATT*, de la CNUCED** ou ailleurs, par exemple à la C.C.E.I.*** (Rappelons que M. MacEachen a coprésidé cette conférence dont les travaux devraient se terminer bientôt). L'on s'attend à voir ces questions à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale qui s'ouvrira en septembre; vous pouvez être assurés que nous participerons activement aux débats.

Les changements que je viens d'évoquer comptent peut-être parmi les exemples les plus importants de l'adaptation de l'ONU aux réalités d'un monde en mutation. D'aucuns contesteraient sans doute l'emploi du mot "réalités" et proposeraient de lui substituer celui d'"irréalités". Mais si le comportement de l'ONU se pliait à la volonté des réalistes, elle projetterait une fausse image du monde dans lequel nous vivons. L'ONU est par essence un creuset géant dans lequel deux réalités, celle des deux tiers de la population mondiale qui vit dans la pauvreté, et celle de l'autre tiers, riche d'une incroyable puissance économique et militaire, sont en constante interaction. Nul ne peut en prévoir les conséquences. Tous les États membres reconnaissent cependant que leurs intérêts vitaux sont en jeu et que la nature et le degré de participation de chacun influenceront sur l'issue de l'expérience pour le meilleur ou pour le pire.

Cela m'amène à vous faire part de certaines observations sur la participation du Canada à l'ONU. Je pense qu'il est juste de dire que les Canadiens ne sont pas des gens cyniques. Il est juste de dire aussi que le gouvernement reflétait le point de vue de la nation quand, en 1945, il souscrivit aux objectifs de la Charte des Nations Unies. De nos jours, il garde l'appui de la majorité des Canadiens pour sa participation active à la vie de l'Organisation.

Depuis 1945, les Canadiens qui favorisent la présence du Canada à l'ONU ont toujours agi selon l'hypothèse que la part des ressources mondiales dont nous disposons, notre patrimoine culturel et politique et notre échelle de valeurs nous confèrent une influence et une responsabilité hors de proportion avec notre importance. L'ancienne expression "puissance moyenne" est tombée en désuétude. Le fait d'être maintenant "perdus" parmi cent quarante-sept autres pays et d'être passés du cinquième au neuvième rang des bailleurs de fonds a indéniablement fait pâlir notre étoile au firmament.

* *General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).*

** *Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.*

*** *Conférence sur la coopération économique internationale.*